

15 février 2023 3h00 Mis à jour à 4h00

# Notre ADN de ville d'hiver: râler contre le déneigement

**CHRONIQUE / Les ratés de la fin de semaine au centre-ville, dans Limoilou et avenue Cartier, exposent les limites de la politique de déneigement et des lacunes de communications à la Ville de Québec.**

L'administration Marchand plaide des circonstances particulières. Une neige tombée au mauvais moment du jour et pendant trop d'heures consécutives; une affluence exceptionnelle pour le défilé du Carnaval et à ExpoCité pour les pee-wee d'Ukraine; un code de la sécurité routière qui imposait de donner du repos aux camionneurs affectés au déneigement; une politique de déneigement qui prévoit qu'on ne ramasse pas la neige le samedi par souci pour les commerçants, etc.

Ces «bonnes explications» de l'administration Marchand au lendemain d'une fin de semaine chaotique ne changent cependant pas les faits:

Québec a été débordée par une banale chute de neige de 18 centimètres en février.

Des citoyens ont tourné en rond autour d'ExpoCité, incapables de s'y garer. Pour d'autres, ce fut au pourtour du défilé dans des rues encombrées de remblais de neige.

Avenue Cartier, des marchands insatisfaits du travail de la Ville ont eu recours à un déneigeur privé pour la tenue d'un spectacle extérieur.

Il est difficile cette fois d'invoquer la surprise d'un événement météo exceptionnel, comme cela s'est produit parfois ces dernières années. L'administration Marchand a ainsi été plongée dans une seconde crise du déneigement depuis son élection à l'automne 2021.

Qu'aurait-elle pu ou dû faire pour éviter les ratés, frustrations et critiques?

Mieux communiquer, croit Pierre-Luc Lachance, vice-président du comité exécutif et responsable du déneigement.

Si c'était à refaire, l'opération de déneigements ne serait pas très différente, dit-il.

La Ville n'avait pas le choix de sortir la machinerie après le début de la chute de neige et pas le choix d'accorder une pause aux chauffeurs vendredi soir après 16 heures consécutives de travail.

Pas le choix non plus d'attendre au dimanche soir pour le ramassage, comme le prévoit la politique de déneigement de la Ville.

Sortir ramasser la neige en journée samedi, en pleine affluence du Carnaval, aurait causé davantage de dérangement et de mécontentement, estime M. Lachance. Probable en effet.

Ce que la Ville aurait dû faire de mieux, c'est en informer les citoyens, croit le conseiller. Leur faire savoir que les rues seraient encombrées de neige pendant la fin de semaine et qu'il serait difficile de s'y garer. Pour le défilé du Carnaval comme pour les pee-wee autour de l'amphithéâtre.

Cela aurait permis d'éviter aux citoyens de mauvaises surprises et de leur permettre d'organiser leurs déplacements autrement.

Ce que la Ville doit apprendre à mieux faire, ajouterais-je, c'est d'ajuster son offre de transport en commun aux besoins du moment. Comme les soirs de Festival d'été avec des stationnements incitatifs, des navettes, des voies réservées, du personnel sur place pour orienter les voyageurs.

Cette mécanique est entrée dans les habitudes pour le Festival et la preuve est faite que ça fonctionne. Québec aurait intérêt à faire de même pour d'autres événements qui attirent de grandes foules. Pour le défilé du Carnaval en haute-ville notamment.

Il faisait moins mille lors du premier défilé en basse-ville la semaine précédente. Cela a refroidi les spectateurs, c'est le cas de le dire.

Ça ne prenait pas de grand sorcier pour prédire que les familles se reprendraient le second soir avec une prévision de température beaucoup plus confortable.

Sur la base d'un lointain passé, le RTC a tenu pour acquis que les parcours d'autobus réguliers suffisaient les soirs de défilé.

C'était peut-être vrai à l'époque des grands défilés sur de longs parcours qui éparpillaient les spectateurs et les possibilités de garer les voitures.

Maintenant que les défilés sont plus compacts et les foules plus regroupées, il y a intérêt à offrir d'autres moyens de transport et à le faire savoir. C'est décevant que le RTC n'y pense pas de lui-même.

Pareil pour l'amphithéâtre. Les soirs de grande affluence sont aujourd'hui plus rares. Mais à l'époque des Nordiques, il y a désormais bien longtemps, le RTC offrait des navettes en partance des banlieues.

Le cas de l'avenue Cartier est un peu différent. Des commerçants ont recouru à un déneigeur privé, voyant que la Ville tardait à dégager l'espace requis pour un spectacle en plein air. Ils ont cependant pelleté le problème en avant, car la machinerie de la Ville a finalement été requise pour débarrasser la rue des remblais créés par le privé. Problème de communications ici encore.

La décision de ne pas ramasser la neige en ce samedi de Carnaval et d'attendre au dimanche soir était connue depuis le vendredi matin. Le service des travaux publics, comme c'est la pratique habituelle, en a informé par courriel 90 employés municipaux concernés ainsi que tous les élus.

Dès le vendredi matin, il était connu que la neige attendue ne serait ramassée que le dimanche soir, conformément à la politique de la Ville.

Je n'ai pas entendu que les élus de l'opposition aient alors protesté, eux qui dénoncent aujourd'hui le mauvais déneigement de la fin de semaine.

L'administration Marchand a souhaité l'hiver dernier revoir la politique de déneigement. Le parti Québec d'abord s'y était alors opposé, estimant la démarche improvisée.

Il se monte aujourd'hui plus ouvert.

Un des éléments qu'il serait pertinent de valider après le chaos de la fin de semaine est le choix de ne pas ramasser la neige les fins de semaine.

Ce choix a été fait à la demande des marchands et restaurateurs qui veulent protéger le stationnement sur rue pour leurs clients.

Ramasser la neige implique des interdits de stationnement et des remorquages. Les marchands auraient-ils changé d'idée?

On ne peut pas à la fois demander que la ville ne ramasse pas la neige et demander qu'elle la ramasse.

Les crises du déneigement sont un passage obligé de toutes les administrations municipales à Québec.

Dans les années 90, le maire Jean-Paul L'Allier a essuyé d'abondantes critiques. Des citoyens lui reprochaient la qualité du travail, d'autres des inégalités entre quartiers.

De tout temps, le déneigement et la voirie ont obtenu les plus basses notes dans les sondages d'appréciation des services municipaux. Cela n'a pas changé.

Élue en 2005, la mairesse Andrée Boucher a voulu réformer la politique de déneigement pour harmoniser les pratiques sur le territoire de la Ville.

Elle voulait déneiger moins de trottoirs et souffler davantage la neige sur les terrains dans des quartiers où, jusque là, la Ville la ramassait. Cela lui a valu la première crise politique de son règne à la mairie.

Régis Labeaume en a vécu plusieurs aussi. Une première en 2008, peu après son élection. Il visait alors les mêmes objectifs que Mme Boucher pour les trottoirs et la neige soufflée. Il a provoqué le même mécontentement général.

Nouvelle crise en 2014 lorsque la Ville de Québec a «échappé» toutes ses côtes. Puis à nouveau en 2016 lorsque cette fois, ce sont les rues qu'elle a échappées après une succession de verglas et de dégels

L'administration Labeaume a revu sa politique de déneigement en 2019 pour centraliser la direction du déneigement dans un seul arrondissement.

Bruno Marchand a fait campagne en promettant de décentraliser les services de la Ville. Il a traversé sa première crise du déneigement quelques semaines après son élection pour les ratés d'une opération «préventive». Le voici à sa seconde.

Chaque crise semble avoir permis à la Ville de Québec de tirer des leçons et d'améliorer le service de déneigement. Mais il semble bien que tout soit toujours à recommencer.

Déneiger les rues d'une ville d'hiver est un apprentissage perpétuel. On cherche un équilibre entre la qualité objective du travail, les coûts et les inconvénients causés aux citoyens et commerçants lors des opérations.

Il faut s'ajuster à un climat qui change.

À une ville qui change avec la densification qui limite les terrains où il est possible de souffler. Les sensibilités aux impacts environnementaux du déneigement et du transport de la neige sont plus grandes.

Les attentes des citoyens changent aussi. Ils réclament aujourd'hui plus de trottoirs déneigés, plus de pistes cyclables, d'espaces publics. Cela ajoute aux contraintes et aux coûts.

La seule chose qui ne change pas finalement, c'est la récurrence des critiques sur le déneigement. C'est dans notre ADN de ville d'hiver.